


Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde

ÉDITORIAL

L'agenda ci-contre le prouve, le printemps est fertile en mobilisations et l'actualité de 2003 est chargée. Après le sommet France-Afrique en février (voir p2-3), notre pays va accueillir le prochain sommet du G8 (début juin) et le prochain Forum social européen (mi-novembre). Le CADTM France et le réseau international CADTM seront mobilisés, au coeur du mouvement altermondialiste. Les bruits de bottes n'arriveront pas à couvrir le cri des peuples exigeant davantage de justice dans un monde sans guerre.

HAÏTI 1804-2004

Le premier janvier 2004 marquera le bicentenaire de l'indépendance d'Haïti. Haïti fut la première république noire du monde mais elle a été contrainte d'échanger la reconnaissance de son indépendance par la France contre le paiement d'une indemnité de 90 millions de francs-or. Cette dette colossale a été remboursée, le dernier paiement ayant eu lieu en 1883. Cependant Haïti a dû s'endetter pour cela. Aujourd'hui, ce pays est un des plus pauvres du monde, avec une dette totale représentant 1,1 milliard de dollars. 45 % de cette dette ont été contractés sous le régime dictatorial des Duvalier qui possédaient une fortune estimée à 900 millions de dollars lors de leur fuite en 1986. Pourtant, Haïti est exclu de l'initiative PPTE. La dette d'Haïti doit être annulée. Le CADTM ne manquera pas de s'associer aux initiatives qui pourraient être lancées pour ce bicentenaire dès le Forum social européen en novembre.  SOPHIE PÉLUCHON

CITATION

Pour ceux qui pensaient que la dette était loin d'être annulée et que le Nepad était un plan mis au point par des chefs d'Etat africains, voici un démenti cinglant du caniche de Bush : *"C'est dans cet esprit de solidarité internationale que le gouvernement travailliste de Grande-Bretagne a ouvert la voie à l'annulation de la dette du tiers-monde, augmenté l'aide proportionnellement au PIB comme aucune autre nation comparable ne l'a fait, et conçu le Nepad, Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique."*

TONY BLAIR, LE MONDE, 11 FÉVRIER 2003

AGENDA

20 mars, 20h : intervention d'Alain Saumon à Périgueux (24), à l'invitation d'Attac.

20 mars, 19h : intervention de Damien Millet, dans la cadre des Jeudis de Syllepse, à La Maroquinerie, Paris 20e.

23 mars à 18h et 5 avril à 20h : théâtre "Le Procès de la dette" à St Denis (93), par la troupe Lysistrata, dans le cadre des rencontres "St Denis solidaire et antiraciste".

27 mars : intervention d'Eric Toussaint à Rennes (35) sur l'Amérique latine.

27 mars : journée d'étude sur "Nouvelles dettes, nouvelles crises, nouveaux mécanismes : Propositions du FMI et alternatives", organisée par l'Aitec et la plate-forme Dette et Développement (CICP, Paris 11e).

28 mars, 19h30 : intervention de Damien Millet à Romans (26), dans le cadre des rencontres "Un livre dans la Tagine".

31 mars : intervention de Claude Quémard à Bretenoux (46), à l'invitation d'Attac.

5 avril, 10h : CA du CADTM France à Paris.

5 avril : intervention d'Eric Toussaint à la Mosquée Al Daawaa (Paris).

12 avril : intervention d'Alain Saumon au Forum Social de Toulouse.

14 avril : intervention de Denise Comanne à Grenoble (38).

29 avril, 18h : théâtre "Le Procès de la dette" par le groupe CADTM Aix / Sud Luberon suivi d'une intervention d'Eric Toussaint, à Pertuis (84).

2-3 mai : atelier sur la dette avec Claude Quémard, organisé par un collectif d'associations dont le groupe d'Aix, lors du Forum Social 13 à Marseille (13).

5 mai : 6 heures contre le G8 à Lyon (69).

16 mai : intervention de Damien Millet à Montluçon (03), à l'invitation d'Attac.

17 mai : intervention du CADTM France lors du Forum social de Rennes (35).

18 mai, de 12h à 20h : stand du CADTM lors de la fête du commerce équitable, Quai de la Gare, Paris 13e.

23-25 mai : séminaire sur "Amérique latine et dette", par le CADTM, à Bruxelles.

29-31 mai : Sommet pour un autre monde alternatif au G8, avec conférence sur la dette à Annemasse (74) et tribunal international de la dette et des réparations organisé par le CADTM à l'université de Genève.

ENSEMBLE POUR UN AUTRE PARTENARIAT...

Le 22ème sommet France Afrique s'est ouvert le 20 février dernier à Paris. Il a réuni les chefs d'Etat et de gouvernement français et africains. En marge du sommet officiel, le troisième "Autre Sommet pour l'Afrique", organisé par Agir Ici et Survie, se tenait à l'Hôtel de Ville de Paris. Cet autre sommet a été un lieu d'expression des sociétés civiles françaises et africaines sur la lutte contre l'impunité et pour l'Etat de droit, l'annulation de la dette et le financement du développement, l'encadrement de l'activité des multinationales et la lutte contre la corruption, la protection de l'environnement, la lutte contre le sida et la promotion de la démocratie. Il s'agissait là de dénoncer le sort actuellement réservé à l'Afrique.

Il a débuté de façon festive par un concert au Cabaret Sauvage (voir p.4) qui a réuni plus de 1000 personnes venues pour écouter "Quatre voix d'Afrique contre la Dette". Le thème de la dette a ensuite été largement repris pendant les 2 jours de conférences et de débats qui ont suivi.

En effet, l'annulation de la dette a été présentée par de nombreux intervenants comme un préalable au développement de l'Afrique. Aminata Touré Barry, présidente de la coalition Jubilé 2000 Mali, membre du réseau CADTM, a rappelé que toutes les stratégies proposées jusqu'ici par le Club de Paris et les institutions financières internationales ont échoué. Elle a demandé la restitution par la France de la dette coloniale contractée par le Mali en 1960, l'annulation pure et simple de la dette et les réparations des dégâts sociaux, économiques et culturels. Philippe Texier (Comité des droits économiques, sociaux et culturels aux Nations Unies) a insisté sur l'importance de la création d'une instance internationale reconnue dans la lutte contre l'impunité de ces crimes économiques, sociaux et culturels. Binta Sarr, présidente de l'Association pour la promotion de la femme sénégalaise et du CADTM Sénégal, a expliqué les responsabilités de la France dans l'endettement des pays africains. Elle a demandé l'annulation immédiate, totale et inconditionnelle de la dette. Aminata Touré Barry a d'ailleurs souligné le fait que l'Afrique a subi "les plans d'ajustement structurels, les plans d'ajustement structurels renforcés, les cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté et maintenant, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique !"

Ce NEPAD a lui aussi fait l'objet d'une analyse critique. En effet, il s'agit de savoir si le NEPAD est un "simple relookage d'un programme libéral classique ou une volonté de mieux maîtriser l'intégration de l'Afrique dans le système économique global ?", comme l'a dit Yann Mens, rédacteur en chef adjoint d'Alternatives Internationales. François Traoré, président de l'Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina Faso, a rappelé que ces mêmes chefs d'Etat qui ont détourné l'argent prévu pour le développement de l'Afrique disent du NEPAD qu'il s'agit d'une autre forme de financement : il s'est

alors demandé si, de la même manière, il existe une autre forme de comportement de ces chefs d'Etat ? Patrice Yengo, président de Rupture Solidarité, membre du Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique, après avoir rappelé que tous les plans proposés auparavant par les dirigeants ont échoué, a expliqué que les peuples ont une nouvelle fois été écartés des négociations du NEPAD.

Selon Ghazi Hidouci, co-président de l'Association internationale de techniciens, experts et chercheurs, pour faire entendre la voix de la société civile, il faut que les associations, organisations, syndicats fassent des propositions concrètes à l'occasion du G8 afin de construire une alternative au NEPAD.

Une demi-journée a également été consacrée à la justice pénale internationale. Patrick Baudoin, président d'honneur de la Fédération Internationale des Ligues de Droits de l'Homme, a expliqué que la jurisprudence française qui fait que des chefs d'Etat en exercice ne peuvent être poursuivis en France est un anachronisme alors que la Cour pénale internationale de Rome, créée en juillet 2002, ne prévoit aucune immunité dans ses statuts. Le reste de l'après-midi a ensuite été consacré à l'affaire du Beach au Congo Brazza : au moins 350 à 400 réfugiés ont disparu lors de leur retour au Congo Brazza par des couloirs humanitaires mis en place par Sassou Nguesso en 1999. Sassou, interrogé sur ces disparitions, a alors parlé de "bavures". Il n'y a pas eu de poursuites au Congo. Mais la convention internationale contre la torture, adoptée en 1984 à New York, et qui a été intégrée au droit français en 1994 permet de poursuivre quelqu'un sur le territoire français, soupçonné d'avoir commis de tels actes. Une plainte contre X a donc été déposée au tribunal de Meaux pour crime contre l'humanité et crime de torture à l'initiative de la FIDH, de la LDH et de l'Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH). L'action judiciaire est en cours.

Le soir même, environ 4000 personnes participaient à la manifestation qui avait lieu entre la Place de la République et l'église St Bernard, pour dénoncer l'impunité dont jouissent les dictateurs africains. Une réplique au discours d'ouverture du sommet officiel de Chirac qui a déclaré : "Il est fini le temps de l'impunité, le temps où l'on justifiait la force. Doit venir maintenant celui où l'on justifie la justice", alors même que parmi les chefs d'Etat reçus par Jacques Chirac une douzaine sont susceptibles de passer devant la Cour pénale internationale.

Le reste du sommet a permis de dénoncer la privatisation des services et les négociations secrètes de l'AGCS au sein de l'OMC, de demander un engagement réel des Etats au moment du prochain G8 concernant leur participation au fonds mondial de lutte contre le SIDA, de réclamer plus de transparence dans les relations entre les multinationales et les Etats afin d'éviter le pillage de l'Afrique, d'exiger



Un autre sommet pour l'Afrique

la participation de la société civile au contrôle des prêts et de leur utilisation et il a aussi rappelé que la démocratie ne se limite pas à l'organisation d'élections.

Le prochain rendez-vous est fixé : il s'agira du contre-sommet du G8 qui aura lieu début juin 2003 à Évian.

▼ SOPHIE PÉLUCHON ET CLAUDE QUÉMAR

BRÈVES

✓ **TotalFinaElf ne doit pas faire la loi.** En 1997, des militant(e)s d'associations et d'organisations africaines et françaises créaient le collectif *TotalfinaElf ne doit pas faire la loi* afin de dénoncer les méfaits de cette multinationale en Afrique. Ce collectif revendique la fin de l'impunité, le rétablissement de la justice et la mise en place d'un système de transparence. Il vient de lancer une lettre trimestrielle d'information pour mieux comprendre la stratégie de cette pieuvre omniprésente. Pour en savoir plus : 01 43 71 62 12. Email : cedetim@globenet.org. Site : collectif-tfe.cedetim.org.

✓ Rien ne va plus **entre le Congo de Denis Sassou Nguesso et TotalFinaElf**. Pourtant Sassou est loin d'être regardant sur le pillage des ressources. Mais en janvier 2003, Total s'est vu retirer un permis d'exploration et bloquer un visa d'exploitation car Sassou estime que le partage du gâteau pétrolier est trop déséquilibré, comparé à ce qui se pratique ailleurs. En gros, Total s'en met trop dans la poche, à son détriment. De plus, un contentieux les oppose à propos d'une dette du Congo de 200 millions de dollars que Total a rachetée. Pour obtenir gain de cause, Total bloque une part de ce qu'il doit à l'État congolais. Les rapaces sont sortis. Très dépendant du pétrole, le Congo consacrera en 2003 plus de 44 % de son budget au remboursement de sa dette. Au final, un pays brade ses ressources naturelles pour le plus grand profit des multinationales, de ses créanciers et de son dictateur.

✓ En 1975, le gouvernement éthiopien de Mengistu a nationalisé une entreprise appartenant à un groupe allemand racheté par **Nestlé** en 1986. Voici quelques semaines, alors qu'une famine sévère est annoncée, Nestlé (6 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2001) a osé demander 6 millions de dollars à l'Éthiopie en guise de réparations. Surprise : pour des raisons de taux de change, le gouvernement acceptait de payer 1,5 million de dollars, sous l'égide d'une branche de la Banque mondiale. Suite à la mobilisation de nombreux citoyens, Nestlé a préféré botter en touche, en s'engageant à réinvestir cette somme pour lutter contre la faim en Éthiopie. Ben voyons.

✓ Le **Ghana** devient un bon élève. A sa tête depuis début 2001, John Kufuor a engagé le pays sur la voie des réformes économiques libérales et anti-sociales, inspirées par le FMI. Depuis janvier 2003, le prix de

l'essence a presque doublé. Le prix de l'électricité a augmenté de 60 %, sans oublier l'eau et le téléphone. Il faut dire que la dette de la raffinerie de Tema est supérieure aux ressources bancaires de tout le pays. Plutôt que d'appauvrir les plus pauvres, Kufuor ferait mieux de répudier la dette de son pays.

✓ Depuis fin février 2003, le **Libéria** ne dispose plus de ses droits de vote au sein du FMI. Jugé politiquement incorrect, le pays du dictateur Charles Taylor a accumulé 685 millions de dollars d'arriérés envers le FMI et se retrouve petit à petit au ban des nations. Malheureusement, il se distingue davantage par des violations répétées des droits de l'homme que par une politique économique de rupture avec les bailleurs de fonds internationaux. Le chemin est encore long.

✓ **15 milliards de dollars en 5 ans**, c'est ce que Bush s'est engagé le 28 janvier 2003 à investir dans la lutte contre le sida. Premier bémol : seul un milliard ira au Fonds mondial de lutte contre le sida, la malaria et la tuberculose, qui manque cruellement de ressources. Les 14 autres milliards iront à 14 pays choisis par Washington, notamment pour leur fidélité aux laboratoires pharmaceutiques américains. Second bémol : ces 14 milliards seront exclusivement consacrés à la lutte contre le sida, et non à celle contre le paludisme ou la tuberculose. L'aide des États-Unis est avant tout géostratégique.

NOUS AVONS SIGNÉ...

✓ **Contre la guerre en Irak** : nous avons pris part à l'appel et participé aux manifestations du 15 février et en mars. Nous restons bien sûr vigilants.

✓ Pour une **Organisation mondiale de l'environnement**, à l'initiative d'Agir pour l'environnement. Car bradage et surexploitation des ressources naturelles sont souvent indispensables pour se procurer les devises nécessaires au remboursement de la dette. Il est important que le respect de l'environnement soit davantage pris en compte.

✓ Pour la **lutte contre le sida** à l'occasion du G8 d'Évian. Nous avons signé un appel exigeant de la France qu'elle contribue à la lutte contre l'épidémie de sida dans les pays pauvres à hauteur de 1 milliard d'euros et du président français qu'il joue un rôle moteur auprès de ses homologues du G8 en faveur de l'accroissement des ressources financières consacrées à la lutte contre le sida et d'une redéfinition des politiques de solidarité internationale.



Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate, 45150 Jargeau - France

Tel : 02-38-59-98-28

Email : france@cadtm.org

Directeur de la publication : Damien Millet

ISSN 1634-5932 Dépôt légal : mars 2003

Dessins : DOM (airdom@libertysurf.fr)

Précédents bulletins : www.cadtm.org

DISQUES ET CONCERTS CONTRE LA DETTE

La musique adoucit les rapports avec les médias !

Comme prévu, les deux disques contre la dette (*Attac ta dette*, vendu au profit d'Attac, et *Drop the Debt*, vendu au profit de la plate-forme Dette & Développement) ont permis de porter largement le thème de la dette dans les médias français. Emission spéciale sur France Inter (avec les Marseillais du Massilia Sound System et le Sénégalais El Hadj N'Diaye), sur RFI ou sur Radio Nova (avec une journée entière consacrée aux rapports entre la France et l'Afrique !), articles dans Libération, le Journal du dimanche, l'Événement du jeudi..., les militants pour l'annulation de la dette ont pu faire passer leur message au-delà du cercle qu'ils touchent d'ordinaire.

A cet égard, le concert pour l'annulation de la dette que l'équipe de la compilation "Drop the Debt" a organisé le 18 février au Cabaret Sauvage (Paris) a été une réussite remarquable. Le talent des artistes programmés (Teofilo Chantre, El Hadj N'Diaye, Lokua Kanza, Tiken Jah Fakoly) et le fait que ce concert ait ouvert le "Sommet pour une autre Afrique" (voir p.2) ont en effet permis de le placer sous les feux de l'actualité avec notamment la présence des caméras de France 2 et de Canal +.

Un nouveau concert sera organisé fin mai à Annemasse (Haute-Savoie), dans le cadre du "Sommet pour un autre monde", qui précèdera l'ouverture du G8. Ce sera une nouvelle occasion de rappeler à la foule de militants massée aux abords d'Évian-les-Bains la nécessité d'annuler la dette du Tiers Monde.

Ce message se répand d'ailleurs au-delà de l'Hexagone puisque la compilation "Drop the debt" sort dans plus de quinze autres pays, toujours en partenariat avec des associations locales (voir la pochette sud-coréenne ci-dessous).



Dans l'immédiat, si vous souhaitez aider à sa promotion, n'hésitez pas à demander des affiches gratuites à ses concepteurs (Contact : Say It Loud, email: sayitloud@no-log.org).

FRANÇOIS MAUGER

PORTO ALEGRE 2003

100 000 participants, plus de 1 300 rencontres... et le CADTM

Le Forum Social Mondial est une occasion sans pareille pour confronter les expériences. Si la participation (plus de 100 000 personnes) pose des problèmes de logistique aux organisateurs, elle impose aussi aux participants des choix parfois douloureux.

Mais pour le réseau CADTM, cette troisième édition aura été riche. Un jour et demi de séminaire commun avec Jubilé Sud (jusqu'à 700 participants), participation aux assemblées de Jubilé Sud, de l'organisation paysanne Via Campesina, et bien entendu aux manifestations de rue avec un cortège qui, s'il était modeste, fut très photographié.

La situation de l'Amérique latine était au centre des débats : crise en Argentine, élection de Lula au Brésil. Les questions de la dette et des alternatives s'y posent donc d'une manière aiguë. Éric Toussaint a ainsi participé à des séminaires sur l'Argentine ou sur la justice fiscale au Brésil. Hugo Ruiz Diaz a parlé de droit international.

Le CADTM a participé activement à la rédaction de la déclaration des mouvements sociaux (merci Alain).

Les représentants africains, latino-américains, russes et européens du réseau CADTM ont pu profiter de cette occasion pour travailler ensemble sur les prochaines initiatives dont ce bulletin se fera l'écho.

CLAUDE QUÉMAR

BRÈVES

✓ Le **Mouvement des non-alignés** regroupe 116 pays, essentiellement du Sud, qui abritent plus de la moitié de la population mondiale. Pourtant, ces pays ne participent à la richesse mondiale chaque année qu'à hauteur de 9 %. Réunis en Malaisie en février 2003, ils ont réaffirmé le rôle central de l'ONU dans la crise en Irak. Mais ils avaient aussi l'occasion de se prononcer sur le problème d'une dette extérieure qui les étouffe (en tout 1 100 milliards de dollars en 2000). Ce mouvement fort hétérogène et peu structuré n'est malheureusement pas parvenu à dégager une position commune sur ce point.

✓ Malgré les discours généreux des autorités, **l'aide publique au développement** est bien maigre (sept fois moins élevée que le service de la dette) et peu efficace. Une part dérisoire sert à financer les besoins fondamentaux de populations qui ont très rarement leur mot à dire. Selon le président de la Banque mondiale lui-même, 63 000 projets sont en cours de réalisation dans les pays en développement, dont 1 500 pour le seul Burkina. Cette multiplication des projets implique pour les pays du Tiers Monde une multiplication des coûts administratifs, équivalant à plus de 20 % de cette aide.

✓ Le **rapport 2002 du gouvernement français** sur les activités du FMI et de la Banque mondiale, qui devait être publié avant le 30 juin 2002 (cf. bulletin 5), a enfin été déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale le 17 janvier 2003 et distribué le 5 février. Pour le consulter : www.minefi.gouv.fr/pole_ecofin/international/institutions/som_fmibm2002.htm

AIX : GENÈSE D'UNE AVENTURE THÉÂTRALE

Après deux exposés-débats en 2001 lors de cafés citoyens d'Attac Aix-en-Provence, l'un sur l'histoire de la dette, ses mécanismes et les alternatives, et l'autre sur l'Argentine, exposés que nous avons fait tourner dans la région, le groupe CADTM Aix / Sud Lubéron a cherché à renouveler l'approche du débat sur la dette.

Nous nous sommes penchés sur le "Procès de la dette", écrit et joué par les femmes de Dakar en ouverture de la conférence de Dakar 2000. Sans compétence théâtrale particulière mais avec une grande motivation, nous avons cherché quinze comédiens amateurs et deux joueurs de djembé, ce qui ne fut pas facile car le travail demandé est long. La mise en scène fut... collective ! Nous avons travaillé longuement sur le texte, jugé parfois un peu long et didactique. Nous l'avons en définitive très peu retouché, pour lui garder sa cohérence, pariant sur le jeu des acteurs pour le rendre le plus vivant possible. Prévue pour être jouée en octobre 2002, la pièce dut au dernier moment être annulée pour un problème de salle et de commission de sécurité.

Le grand soir fut donc le 16 janvier 2003... devant une salle comble (au moins 200 personnes), condamnant, avec les comédiens, le FMI, le G7 et les gouvernements du Sud, et soutenant les victimes. Notre inquiétude sur l'apparence de la troupe (en majorité des femmes blanches déguisées de façon très approximative en africaines, parlant un français de France avec un charmant accent du Sud...) fut vite dissipée. De l'avis de tous, le Procès passe très bien. Lors d'une intervention émouvante, un sénégalais lébou, de la même ethnie qu'un des personnages de la pièce, a témoigné de la justesse de ce procès qui correspondait si bien à ce qu'il avait personnellement vécu.

Merci aux femmes de Dakar qui ont écrit et joué ce texte en ouverture de la conférence de Dakar en décembre 2000 ! Leur argumentaire a été parfaitement compris. Nous sommes convaincus après cette expérience que le théâtre est un excellent moyen (tout comme la musique ou la bande dessinée) pour faire comprendre le problème de la dette et susciter un débat. Rebelote le 29 avril à Pertuis (voir agenda). L'aventure théâtrale militante du groupe d'Aix / Sud Lubéron ne fait que commencer et elle suscitera peut-être d'autres vocations ! Des extraits du scénario ont été regroupés par le CADTM France dans un petit livret de 20 pages, disponible sur simple demande (2 euros, port compris).

RAYMONDE LAGUNE ET JOCELYNE DUCROCO

CINQUANTENAIRE INSTRUCTIF

Le 27 février 1953, l'Accord sur la dette de l'Allemagne de l'Ouest était signé à Londres. Cet accord annulait plus de la moitié de la dette de l'Allemagne et ramenait le service de la dette de 3,4% à 1 % des recettes annuelles. La signature de cet accord fut salutaire pour l'Allemagne, lui permettant de se redresser économiquement. Malgré les horreurs perpétrées par le régime nazi lors de la décennie précédente, les créanciers de l'époque sont parvenus à décider une véritable annulation de dette. Aujourd'hui, la situation est bien pire pour les pays en développement : le service de la dette s'élevait en 2001 à plus de 16 % des revenus annuels d'exporta-

tion. Pourtant, malgré des initiatives fort médiatiques, les sommets du G7 n'ont jamais décidé la moindre annulation permettant vraiment de libérer le développement des pays du Sud. Le 27 février 2003, le cinquantenaire de l'Accord de Londres a été l'objet, de la part de nos amis de Jubilé-A l l e m a g n e (Erlassjahr.de), d'une mobilisation exigeant l'annulation de la dette extérieure publique du Tiers Monde, à laquelle nous nous sommes associés.



LIRE

L'Economie du Développement, Stéphanie Treillet, Éd. Nathan, Coll. Circa, 14 euros. L'auteur, professeur d'économie mais aussi militante, nous donne un manuel qui s'adresse bien au-delà des étudiants visés par la collection. Elle reprend d'une manière critique l'ensemble des débats qui ont traversé les différentes approches du "développement". A noter la partie sur "genre et développement", dimension trop souvent omise.

BRÈVES

✓ La **Turquie** traverse depuis plus de deux ans une grave crise économique. Soutenue fidèlement par le FMI en échange de politiques d'ajustement structurel, elle multiplie les privatisations : 4 milliards de dollars sont attendus en 2003 avec celles de Turkish Airlines, la Loterie nationale, Tupras (pétrole) ou encore Petkim (pétrochimie). Le nouveau gouvernement turc, baptisé islamiste modéré, a également décidé de geler les embauches dans la fonction publique et d'augmenter les taxes sur le tabac et l'alcool. Point positif : il a décidé de revaloriser les retraites. Point négatif : Anne Krueger (numéro 2 du FMI) l'a rappelé à l'ordre pour cette mesure sans doute improductive. En attendant de pouvoir dicter à la Turquie ce qu'elle devra faire de l'argent américain promis en échange d'un appui militaire.

ET DE SEPT : LE MALI...

Sept ans après la naissance de l'initiative PPTE (Pays pauvres très endettés), le Mali est devenu en mars 2003 le septième pays à en atteindre le point d'achèvement. Selon le FMI et la Banque mondiale, il va se voir accorder un allègement de sa dette destiné à la rendre soutenable, ce qui montre déjà les limites de cette démarche. Renseignements pris, ces allègements sont homéopathiques et étalés dans le temps, et leurs effets considérablement dilués. Ainsi, l'AID, la branche de la Banque mondiale réservée aux pays les plus pauvres, accorde une réduction des remboursements de dette de 213 millions de dollars... en 15 ans ! Le montant total des allègements prévus s'élève à 675 millions de dollars... "à terme", lui laissant le temps de continuer à s'endetter. C'est un peu court pour libérer le développement d'un pays qui croule sous une dette de 3 milliards de dollars. Mais les droits des créanciers semblent malheureusement primer sur les droits humains fondamentaux... Petite remarque sur le mécanisme d'une dette devenue éternelle: en 2000 (dernier chiffre connu), le Mali a reçu 97 millions de dollars en nouveaux prêts à long terme et le montant total de ses remboursements s'est élevé à... 97 millions de dollars. Comme tant d'autres, le Mali dépend de l'aide extérieure et aurait besoin d'une véritable annulation de sa dette extérieure publique. ▀ DAMIEN MILLET

ARGENTINE : PAT... AGONIE ?

La presse française s'est faite l'écho d'une rumeur persistante. Pour faire face à un endettement colossal, l'Argentine pourrait envisager de vendre la Patagonie, soit la moitié du pays, en échange de l'effacement de cette dette. Tout est parti d'un sondage récent. Parmi les questions : l'échange de l'Antarctique argentin contre l'annulation de la dette, confier l'économie du pays à un fonctionnaire du FMI...

En filigrane apparaissent des sociétés américaines, des cabinets de consultants (en particulier celui dirigé par Henry Kissinger, ancien secrétaire d'État de Nixon) et des banques argentines qui possèdent des millions d'hectares en Patagonie.

Si cette région est quasi déserte, elle possède des ressources qui intéressent particulièrement les USA : pétrole et gaz, eau douce. A cela s'ajoute l'intérêt stratégique de la région dans le projet de bouclier stratégique de la "guerre des étoiles".

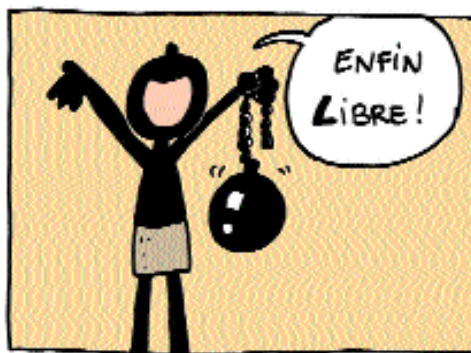
Ce pays, qu'on qualifiait de "meilleur élève du FMI" n'en a pas fini avec les dépeceurs. Pourtant sa dette est liée à la dictature, avec la complicité du même FMI et des banques américaines... ▀ CLAUDE QUÉMAR

LIRE

Mondialisation contre développement. Le cas des pays asiatiques, Diana Hochraich, Éd. Syllepse, 18,50 euros. "La mondialisation n'est pas une abstraction et ce livre aurait pu s'intituler *Les illusions perdues du développement* car il éclaire comment elle a sonné le glas de la poursuite du développement pour ces pays." Un point de vue proche de celui dit "de la régulation".

Comment consommer citoyen, Hors-série par Alternatives économiques et le Réseau Consommation citoyenne, 9 euros. Une référence en 65 fiches sur le commerce équitable, l'agriculture biologique, le label social et la consommation citoyenne. En kiosque.

La dette, d'un colonialisme à l'autre, bande dessinée de notre ami Dom suivie du texte *La tragédie de la dette* de Damien Millet. Petit livret de 24 pages, présent sur les stands du CADTM France ou sur simple demande, 2 euros port inclus. Un outil efficace pour aborder l'historique et les mécanismes de la dette.



BRÈVES

✓ L'**Organisation mondiale de la santé** (OMS) a élu dans la douleur en janvier son nouveau directeur général : c'est le Sud-Coréen Jong-Wook Lee, adepte d'une vision ultralibérale de la santé et peu connaisseur des réalités de terrain. Dotée d'un budget 2003 de 1,1 milliard de dollars, l'OMS est dépendante des contributions des pays les plus riches, contrairement au FMI ou à la Banque mondiale. Fait significatif, les Etats-Unis sont au premier rang des 78 pays qui accusent du retard dans leurs versements : plus de 42 millions de dollars pour eux seuls. Une belle façon de marquer ses priorités.

✓ Les **Indiens des Etats-Unis** passent à l'attaque. En janvier 2003, plus de 300 000 d'entre eux ont déposé un dossier pour exiger des réparations pour avoir été dépossédés de leurs terres sans le moindre bénéfice. Et fait nouveau, ils livrent une estimation précise du préjudice subi : 137 milliards de dollars. C'est l'équivalent du PIB de la Finlande. L'idée de dette historique des pays riches envers les populations du Sud ou les peuples indigènes fait son chemin.



Rejoignez-nous !

Nom (en capitales) : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____ Mel : _____ @ _____

☐ Adhère au CADTM France : ☐ 10 euros ☐ 6 euros (petits revenus)

☐ M'abonne aux publications du CADTM : ☐ 38 euros ☐ 22 euros (petits revenus)

A adresser avec votre règlement à : **CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau**